

### Questions orales

Il y a évidemment là un certain illogisme puisque nous avons pu au jour le jour apporter une certaine amélioration aux usages de la Chambre en éliminant de la période des questions les questions de privilège ou en les reportant à 3 heures, pour le bénéfice de tous les députés; mais là où cela ne va plus c'est que la présidence et la Chambre compte sur cela et que, s'il se produit à l'occasion une difficulté particulière, l'on peut se voir contraint alors de traiter sur-le-champ de la question, ce qui prive la Chambre du reste de la période des questions. En décidant de retrancher les cinq dernières minutes de la période des questions, j'ai pu manifester un peu d'empressement à établir un rapport entre ces deux problèmes. Cependant dans les circonstances, en donnant à la Chambre le bénéfice du doute, je pense que nous devons bien distinguer ces deux questions, et admettre que cinq minutes restaient de la période des questions.

Je ne crois pas, sauf erreur, avoir donné la parole au deuxième orateur du parti néo-démocrate. Je compte le faire et il sera ensuite suivi d'un autre intervenant du parti conservateur.

\* \* \*

### LA CONSOMMATION

#### LE COÛT DES PRODUITS ALIMENTAIRES IMPORTÉS

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur l'Orateur, je choisis mes mots avec prudence pour m'adresser au ministre de l'Agriculture. Peut-être pourrais-je parler un instant de l'indice des prix à la consommation sans que l'honorable représentant se sente offensé. D'après les statistiques qui ont été publiées ce matin, je constate que l'augmentation des prix de l'alimentation, cette année par rapport à l'année dernière, a été d'environ 14.7 p. 100. Le 2 mai, le ministre a déclaré qu'une grande partie de cette augmentation tenait à ce que nous importions trop de produits alimentaires. Étant donné que près de 70 p. 100 de ces produits importés pourraient être produits ici, j'aimerais demander à l'honorable représentant s'il est disposé à présenter aux Canadiens un programme national visant à encourager le pays à subvenir à ses propres besoins, en matière de produits alimentaires.

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, le député assure qu'une bonne partie de ces produits peuvent être fabriqués au Canada. Il faut néanmoins tenir compte de la brièveté de la saison de certaines cultures et des conditions climatiques. En effet, les légumes à feuilles représentent environ 31.6 p. 100 de cette augmentation en un mois.

Si le député voulait nous indiquer le moyen de faire pousser des légumes dans nos bancs de neige, je serais très heureux de tenir compte de ses suggestions.

[M. l'Orateur.]

● (1552)

Mais si nous tenons à avoir ces produits il nous faut les importer. Nous voulons bien accroître la production de ces denrées, chose que nous sommes en mesure d'accomplir de façon très efficace, et nous tenons compte de cela dans nos négociations qui se poursuivent avec nos associés à Genève.

**M. Nystrom:** Monsieur l'Orateur, je ne veux pas seulement de la laitue. Il y a le bœuf, la volaille, de nombreux fruits et légumes, sans compter le fromage, dont nous pourrions produire d'importantes quantités. Puisque la semaine dernière le ministère de l'Industrie et du Commerce a annoncé un programme de un demi-million de dollars destiné à promouvoir la consommation de produits canadiens, j'aimerais demander au ministre s'il voudrait, de concert avec son collègue, mettre au point un programme pour favoriser la production de denrées alimentaires car si on fait abstraction des grains et des oléagineux, notre déficit alimentaire a été de 1.8 milliard de dollars l'an dernier.

**M. Whelan:** Encore une fois, je crois que le député oublie que nous vivons dans un pays appelé le Canada, ce qui ne signifie pas que si on enlève une chose à un secteur il faudra bien s'en passer. Nous comptons parmi les pays les plus chanceux car nous disposons de toutes ces choses et notre excédent commercial au titre des produits agricoles, est de l'ordre de 800 millions de dollars.

**M. Nystrom:** Monsieur l'Orateur, le ministre ne sait-il pas que, selon les données de son propre ministère, nous pourrions produire près de 70 p. 100 de toutes les denrées alimentaires que nous importons et que si elles étaient produites au Canada, nous donnerions du travail à plusieurs centaines de milliers de nos concitoyens? Par conséquent, le ministre serait-il disposé tout au moins à créer un groupe de travail qui pourrait étudier et voir si pour nous l'autarcie alimentaire est chose réalisable?

**M. Whelan:** Monsieur l'Orateur, nous faisons exactement ce que propose le député. Tout notre programme d'échanges internationaux vise à encourager la production des denrées que nous sommes en mesure de produire nous-mêmes avantageusement. Nous devrions accroître cette production et n'importer que ce que nous ne pouvons produire d'une façon avantageuse. Le député a mentionné quelques denrées que nous importons. En ce qui concerne le bœuf, certains de nos associés avec qui nous commerçons depuis des années, ont à nous vendre des produits du bœuf que nous ne fabriquons pas au Canada. Le député suggère-t-il de mettre fin à nos échanges avec eux, de rompre les liens du Commonwealth de même que nos accords aux termes du GATT? Qu'il le dise si c'est ce qu'il veut!